

RAPPORT 2015 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE CAMEROUN

Résumé analytique

La Constitution dispose que le Cameroun est un État laïque, interdit le harcèlement religieux et prévoit la liberté de religion et de culte. Pendant l'année, le gouvernement a pris une série de mesures en réaction aux attaques répétées de Boko Haram. Certaines limitaient l'expression et les coutumes religieuses, notamment le port de vêtements religieux et l'accès à une éducation religieuse. Une musulmane a indiqué qu'elle et une parente avaient été physiquement agressées par un gendarme parce qu'elles portaient un voile cachant entièrement leur visage. Après que deux kamikazes portant une burqa ont tué 13 personnes, plusieurs gouverneurs régionaux en ont interdit le port. Les autorités ont organisé un recensement des écoles coraniques dans la région de l'Extrême Nord afin, selon les médias, de fermer celles qui dispensaient un enseignement idéologique extrémiste. Si les pouvoirs publics n'ont fermé aucune école pour cette raison précise, ils ont conseillé aux écoles coraniques d'éviter d'accepter des élèves d'origine ou de familles inconnues, parce que Boko Haram utilise les enfants comme kamikazes. Certains musulmans ont déclaré que les autorités locales leur interdisaient de prêcher dans les lieux publics ou de distribuer des ouvrages religieux comme d'autres confessions le faisaient.

Une querelle entre des rivaux pour la direction d'une église chrétienne a dégénéré en violence et le gouvernement a arrêté les hommes et fermé l'église, au moins temporairement. Des musulmans ont signalé avoir été victimes d'ostracisme et de discrimination et certains se sont plaints d'avoir été considérés à tort comme des partisans de Boko Haram. Certains dirigeants musulmans ont déclaré qu'une campagne gouvernementale avait réduit le niveau d'ostracisme et de discrimination. De nombreux chefs religieux importants, dont l'imam de la mosquée centrale de Douala, celui de la mosquée centrale de Yaoundé et l'archevêque catholique de Yaoundé se sont élevés en public contre Boko Haram, ses attaques contre les forces de sécurité et les civils, son recours à des enfants pour lancer des attaques et ses efforts pour obtenir le soutien de la population musulmane locale.

L'ambassade américaine a évoqué les questions liées à la liberté de religion avec des responsables du gouvernement, plaidant pour plus de transparence et

d'efficacité dans le processus d'enregistrement des groupes religieux. Des responsables de l'ambassade ont rencontré des dirigeants des principaux groupes religieux pour examiner les obstacles à la liberté de religion, notamment la montée de l'ostracisme et de l'intolérance religieuse. Ils ont mené des actions de sensibilisation dans les groupes religieux, prônant la tolérance religieuse et le dialogue interconfessionnel et organisé des rencontres individuelles et des dîners avec les chefs religieux de diverses confessions. L'ambassade a également organisé une table ronde sur le dialogue interconfessionnel et la tolérance religieuse et parrainé un atelier sur la lutte contre l'extrémisme religieux.

Section I. Démographie religieuse.

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale du Cameroun s'élève à 23,7 millions d'habitants (estimations de juillet 2015). Selon le recensement de 2005 (le dernier disponible), 69 % des habitants sont chrétiens, 21 % musulmans, 6 % animistes et moins de 5 % Juifs et bahá'í. Parmi les chrétiens, on compte environ 38 % de catholiques, 26 % de protestants, 4 % d'autres confessions chrétiennes, y compris les Témoins de Jéhovah, et moins de 1 % de chrétiens orthodoxes. On compte un nombre de plus en plus important d'églises chrétiennes du réveil.

Les musulmans et les chrétiens vivent dans toutes les régions du pays bien que les chrétiens se concentrent surtout dans les régions méridionales et occidentales. Les deux groupes sont fortement présents dans les grandes villes. Les deux régions anglophones sont majoritairement protestantes alors que les cinq régions méridionales francophones sont avant tout catholiques. Dans les trois régions francophones du nord, les Foulani ou Peulh, qui constituent le groupe ethnique dominant, sont essentiellement musulmans mais d'une manière générale, la population de la région est également répartie entre musulmans, chrétiens et adeptes des religions autochtones. Dans la région de l'Ouest, le groupe ethnique Bamoun est majoritairement musulman. De nombreux musulmans, chrétiens et membres d'autres confessions pratiquent aussi certains aspects de l'animisme.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution définit la nature laïque de l'État et sa neutralité envers toutes les religions ; elle interdit le harcèlement religieux et prévoit la liberté de religion et de culte.

La loi sur la liberté d'association régit les rapports entre le gouvernement et les groupes religieux. Le gouvernement doit approuver les groupes ou établissements religieux avant qu'ils ne puissent exister légalement. Bien que la législation ne prescrive aucune sanction spécifique en cas de non reconnaissance officielle, le gouvernement peut suspendre les activités de tout groupe non enregistré. Il n'oblige pas les groupes religieux autochtones à s'enregistrer, considérant que la pratique d'une religion traditionnelle est une activité d'ordre privé menée par les membres d'un groupe ethnique spécifique ou les habitants d'une localité particulière.

Pour être autorisé, un groupe religieux doit être légalement reconnu comme une assemblée religieuse, celle-ci se définissant comme « un groupement de personnes physiques ou morales ayant pour vocation de rendre hommage à une divinité » ou « un groupement de personnes vivant en communauté conformément à une doctrine religieuse ». Le groupe religieux doit soumettre au bureau départemental approprié (niveau local) une demande d'autorisation incluant les statuts du groupe décrivant ses activités envisagées, les noms et fonctions des responsables du groupe et une déclaration de son engagement de respecter la législation sur la liberté d'association. Le bureau transmet le dossier au ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MINATD) qui l'instruit et le transfère à la présidence avec un avis motivé. L'autorisation peut alors être accordée par décret présidentiel. Cette autorisation ne confère aucun avantage fiscal mais permet aux groupes religieux de recevoir hors taxes des dons immobiliers aux fins d'exercice de leurs activités, de se rassembler en public et de célébrer leur culte. Elle permet aussi aux missionnaires d'obtenir des visas de plus longue durée. En pratique, les groupes religieux non autorisés peuvent se rassembler en public et exercer leur culte dans le cadre d'une politique de « tolérance administrative » tant qu'ils ne perturbent pas la paix et la sécurité publique.

Le MINATD peut ordonner la suspension d'une organisation religieuse au motif qu'elle « perturbe l'ordre public », motif qui n'est pas défini dans la législation. Le président peut aussi dissoudre toute organisation religieuse autorisée qui « s'écarter de sa mission originelle ».

Le ministère de l'Éducation de base et le ministère de l'Enseignement secondaire exigent que les écoles religieuses privées suivent le même cursus,

aient les mêmes infrastructures et respectent les mêmes normes de formation des enseignants que les écoles d'État. À la différence des écoles publiques, les écoles privées peuvent dispenser un enseignement religieux.

Pratiques gouvernementales

Pendant l'année, en réaction aux attaques répétées de Boko Haram, le gouvernement a pris une série de mesures qui limitaient l'expression et les coutumes religieuses.

Des membres de la communauté religieuse musulmane de Bamenda ont signalé que, le 12 août, à un barrage routier à Sagba (région du Nord-Ouest), une musulmane nommée Modestine Yida Mbukwe et sa parente de 13 ans, Njag Rashida, avaient été physiquement agressées par un gendarme parce qu'elles portaient des foulards religieux. Mbukwe a déclaré que le gendarme l'avait insultée et avait tenté d'arracher son foulard. Elle a ajouté qu'une religieuse catholique qui passait par là avec un voile plus long que le sien avait été autorisée à poursuivre sa route sans être arrêtée. La musulmane a porté plainte auprès du tribunal militaire de Bamenda le 13 août. L'affaire était toujours en suspens à la fin de l'année.

Après des raids contre des écoles coraniques de Guirvidig, dans la région de l'Extrême-Nord, les forces de sécurité ont arrêté quelque 130 enfants ; 84 des plus jeunes ont été transférés au centre de détention juvénile de Maroua et les autres ont été placés en garde à vue à la prison centrale de Maroua. En novembre, les autorités ont libéré les 84 plus jeunes mais on n'avait aucune information certaine quant au sort des autres. Les autorités locales accusaient les écoles de recruter des enfants pour Boko Haram mais elles ne les ont pas poursuivies officiellement. Selon un rapport d'Amnesty International en date du 19 juin, tous les enfants sauf trois avaient 14 ans ou moins ; 47 avaient moins de 10 ans et quelques-uns tout juste 5 ans. Les organisations de la société civile ont déclaré qu'elles considéraient ces arrestations et ces détentions prolongées comme des violations des droits de l'homme, y compris du droit à un enseignement religieux.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour arriver à une décision sur les demandes d'autorisation de statut juridique déposées par divers groupes religieux depuis plusieurs années. Le gouvernement n'a approuvé qu'un seul groupe au cours des 16 dernières années et aucun depuis 2010. Selon le MINATD, les lacunes dans les demandes et la longueur des enquêtes sur les antécédents ont contribué aux retards dans les approbations. Si la législation dispose que tous les groupes doivent s'enregistrer, le gouvernement a continué à

laisser de nombreux petits groupes religieux non enregistrés fonctionner librement dans le cadre de sa politique de « tolérance administrative ». Tandis que 47 organisations religieuses étaient légalement enregistrées, des centaines d'autres fonctionnaient sans autorisation officielle du gouvernement.

À la mi-juillet, le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakari, a interdit le port du voile islamique intégral après que deux femmes kamikazes portant des vêtements islamiques ont tué au moins 13 personnes à Fotokol. Les gouverneurs d'autres régions, dont celles de l'Ouest et de l'Est, ont pris des décisions semblables. Le 15 décembre, le doyen de la Faculté de médecine et des sciences biomédicales de l'Université de Yaoundé a interdit les prières collectives et le port du voile sur le campus.

Dans la région de l'Extrême-Nord, les autorités ont organisé un recensement des écoles coraniques en vue de fermer celles qui dispensaient un enseignement idéologique extrémiste. Aucune école n'a été fermée pour cette raison précise, mais les autorités auraient conseillé à certains administrateurs d'écoles d'éviter d'accepter des élèves venus de l'extérieur ou de familles inconnues ou mal connues, parce que Boko Haram utilise de tels enfants pour mener des attaques suicides.

Des membres de la communauté Mbororo, groupe autochtone minoritaire à majorité musulmane, se sont plaints de traitements disparates de la part des autorités. Le 26 octobre, des responsables de l'Association pour le développement social et culturel des Mbororo (Mbororo Social and Cultural Development Association) de Bamenda, dans la région du Nord-Ouest, ont déclaré que les gardiens de troupeaux Mbororo faisaient l'objet de traitements discriminatoires plus poussés depuis le début des attaques de Boko Haram. Ils ont expliqué que lorsqu'un pasteur Mbororo avait été trouvé en possession d'un couteau, celui-ci lui avait été confisqué et il avait dû payer une amende de 10 000 francs CFA (16,60 dollars É.-U.) pour être libéré alors que, selon eux, les membres des autres groupes religieux pouvaient porter des couteaux. Ils ont également indiqué qu'ils ne pouvaient pas prêcher ou distribuer de littérature religieuse sur le marché alors que les membres d'autres confessions le pouvaient.

Le gouvernement a accordé de larges pouvoirs légaux aux chefs traditionnels dans l'administration de leurs districts. À ce titre, les chefs traditionnels ont exercé leur contrôle sur les mosquées locales et avaient le droit de nommer ou de congédier les imams.

Les stations de télévision et de radio étatiques diffusent régulièrement des services religieux et des cérémonies musulmanes et chrétiennes à l'occasion des fêtes nationales et autres événements d'envergure nationale auxquels participent souvent le président ou des ministres du gouvernement.

Le gouvernement a accordé des subventions annuelles à tous les établissements privés d'enseignement primaire et secondaire, y compris à ceux tenus par des confessions religieuses. Le montant de la subvention était proportionné à la taille de l'établissement.

Violences commises par des forces étrangères et des acteurs non-nationaux

Boko Haram a mené des attaques de plus en plus fréquentes et violentes contre des civils, des responsables du gouvernement et des membres des forces armées et a menacé les populations dans la région de l'Extrême-Nord. Les attaques contre les civils n'étaient pas sélectives et incluaient des massacres et des enlèvements de musulmans et de chrétiens. Les insurgés ont brûlé des lieux de culte. Si l'on ne dispose pas d'une estimation exacte du nombre de personnes tuées ou enlevées par Boko Haram, le ministère de la Défense pense qu'il a tué des centaines de policiers, de soldats et de gendarmes. Les estimations du nombre de civils tués varient mais elles se chiffrent dans les milliers.

Le 4 février, Boko Haram a lancé une attaque coordonnée contre Fotokol et tué plusieurs dizaines de civils, y compris au moins une trentaine dans des mosquées, dont l'imam de la mosquée principale à laquelle ils ont mis le feu. Pendant l'attaque d'octobre à Kerawa, les combattants de Boko Haram ont également tué plusieurs musulmans qui participaient à des prières dans des mosquées. Quelques civils ont aussi été enlevés pendant ces attaques.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Un conflit a opposé les membres d'une communauté traditionnelle à ceux de l'église de l'Union baptiste camerounaise dans le village de Baba One du département de Ngok-etunja de la région du Nord-Ouest. En octobre, le pasteur Komando Ivo a déclaré que quatre membres d'une société traditionnelle (façon de parler locale pour désigner un groupe religieux de tendance animiste) avaient attaqué ses paroissiens pendant un service religieux. Le chef traditionnel de la communauté a cependant indiqué que les quatre traditionalistes avaient été forcés d'entrer dans l'église par les paroissiens qui les avaient battus et leur avaient lancé de l'acide dans les yeux. Selon un journal local, les quatre membres de la société traditionnelle et la plupart des villageois pensaient que l'église baptiste ne respectait pas les traditions du village, en tenant censément

des offices tard la nuit et en adoptant des comportements responsables d'une montée du nombre des femmes enceintes et des divorces dans le village. À la suite de cet incident, les villageois et l'église se sont mutuellement intentés procès ; les autorités ont autorisé l'église à continuer ses activités mais lui ont prescrit de s'attaquer aux « causes profondes » des plaintes des villageois traditionnels. Les membres de l'église disent qu'ils craignent des représailles de la part de la communauté villageoise.

Dans plusieurs cas, des conflits au sein de communautés religieuses sur le personnel et la gestion de l'église ont empêché la tenue des services ou causé une fermeture temporaire de l'église. Les églises touchées incluent des paroisses de l'Église évangélique du Cameroun dans les quartiers Akwa et Bonapriso de Douala et une paroisse de l'Église presbytérienne du Cameroun de Douala. Dans ce dernier cas, la police est intervenue après une altercation violente pendant un service et a placé trois pasteurs en détention pendant trois jours.

Le 18 octobre, dans la 5^{ème} circonscription de Douala, dans la région du Littoral, les autorités ont fermé la paroisse de Beedi de l'Église presbytérienne du Cameroun (EPC) après une empoignade entre Bikai Robert Cyril et Mbayen Alain Claude, se disant chacun pasteur légitime. Selon certains rapports, l'EPC aurait écarté Mbayen de son poste en 2014 mais il aurait résisté amenant les autorités locales à fermer l'église de juillet 2014 à août 2015. Après la réouverture de l'église, Bikai devait prendre ses fonctions le 18 octobre mais Mbayen et ses partisans sont entrés dans l'église, causant l'altercation. La police a arrêté Bikai et Mbayen qui sont restés en détention pendant trois jours. La paroisse a été de nouveau fermée et il a été demandé aux autorités de l'EPC de trouver une solution durable au problème. L'église était toujours fermée à la fin du mois de novembre.

Le 26 octobre, des musulmans de Bamenda, dans la région du Nord-Ouest, se sont plaints que d'autres membres de leur communauté utilisaient des termes péjoratifs pour les désigner, les traitant de « sous-développés », de « moins éclairés », voire de « Boko Haram en puissance ».

Des dirigeants et des organisations de musulmans, dont le coordinateur du Conseil des Imams et Dignitaires Musulmans du Cameroun (CIDIMUC) et le président du Conseil camerounais des Imams, des Mosquées et des Affaires islamiques se sont déclarés en faveur de l'interdiction du port de la burqa, mesure qu'ils considéraient comme susceptible de protéger tous les individus, y compris les musulmans. D'autres, dont les membres du quartier à majorité musulmane de la Briqueterie (de Yaoundé) et ceux de la communauté

musulmane de Bamenda auraient considéré cette décision comme une atteinte à leur expression et à leurs coutumes religieuses et un moyen d'ostracisme et de discrimination.

De nombreux chefs et représentants éminents d'organisations religieuses se sont déclarés contre Boko Haram, ses attaques contre les forces de sécurité camerounaises et ses tentatives d'obtenir le soutien des populations locales pour ces attaques. En juin, le CIDIMUC, société civile cherchant à promouvoir le dialogue interconfessionnel et la tolérance religieuse, a organisé une grande prière pour l'éradication de Boko Haram. Les dirigeants d'autres confessions religieuses, dont l'archevêque catholique de Yaoundé, ont évoqué la question de Boko Haram dans leurs sermons et la plupart des dirigeants politiques se sont élevés contre Boko Haram et ont félicité la communauté musulmane de son rejet du message extrémiste violent du groupe.

Le 21 septembre, la Basilique catholique de Yaoundé, le CIDIMUC et une autre organisation de la société civile, l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux, ont organisé une manifestation interconfessionnelle pour promouvoir la tolérance religieuse et s'élever contre l'extrémisme religieux.

Le 20 octobre, les chefs spirituels de diverses confessions, y compris des imams musulmans, des prêtres catholiques, des pasteurs presbytériens, des pentecôtistes et d'autres se sont rencontrés pour organiser un service interconfessionnel à Yaoundé en souvenir des morts de la bousculade de cette année lors du pèlerinage en Arabie Saoudite. Les participants ont saisi cette occasion pour prêcher la tolérance religieuse et souligner les conséquences néfastes de l'extrémisme religieux.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

L'ambassade des États-Unis a régulièrement discuté de la liberté religieuse et de l'importance du dialogue interconfessionnel avec des responsables du gouvernement. Dans leurs interactions avec les pouvoirs publics, les responsables de l'ambassade ont prôné une plus grande transparence et une plus grande efficacité dans l'approbation du statut des organisations religieuses. Ils ont également soulevé la question de l'ostracisme et de la discrimination dont souffre la communauté musulmane.

Des responsables de l'ambassade ont rencontré des personnalités éminentes des communautés chrétiennes et musulmanes, dont, notamment, le coordinateur du CIDIMUC, l'archevêque de la Basilique de Mvolyé, le secrétaire-général de l'Union islamique du Cameroun, le président du Conseil camerounais des

imams, des mosquées et des affaires islamiques, le modérateur de l'Église presbytérienne du Cameroun, le nonce apostolique et l'archevêque catholique de Douala. Lors de ces rencontres, les conversations ont porté sur la promotion de la tolérance religieuse. L'ambassade a souligné l'engagement des États-Unis en faveur du dialogue interconfessionnel et la coopération face aux menaces sans cesse croissantes de Boko Haram.

Le 6 août, l'ambassade a organisé une table ronde pour 20 jeunes dirigeants de diverses confessions religieuses, y compris des musulmans, des chrétiens et des groupes autochtones, afin de promouvoir la tolérance. Les participants ont évoqué la base de leurs croyances, répondu à des questions, corrigé de fausses interprétations de leurs croyances et identifié des idéaux communs. Ils se sont mis d'accord sur une série de mesures à prendre, y compris l'organisation de visites interreligieuses de jeunes, la rédaction d'une déclaration interconfessionnelle des jeunes et l'organisation de réunions trimestrielles.

En août également, l'ambassade a financé un atelier sur la lutte contre l'extrémisme religieux qui a réuni 50 dirigeants d'associations de jeunes dans la région de l'Extrême-Nord.

En septembre, l'ambassadeur a organisé une réunion pour les chefs religieux afin de souligner l'engagement des États-Unis en faveur du dialogue interconfessionnel et de la coopération. Les dirigeants religieux ont déclaré qu'ils se réjouissaient d'avoir l'opportunité de renforcer le dialogue interconfessionnel et de discuter de la lutte contre l'extrémisme religieux.